

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 32/3 (2005)

DOI: 10.11588/fr.2005.3.45379

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

MICHEL FABRÉGUET

LE CAMP DE CONCENTRATION ET D'EXTERMINATION  
D'AUSCHWITZ ET SON ENVIRONNEMENT RÉGIONAL,  
ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET POLITIQUE (1940-1945)\*

Le complexe concentrationnaire et d'extermination d'Auschwitz, le plus grand camp établi sur le territoire du Grand *Reich*, reste emblématique des crimes du régime national-socialiste. Ouvert au début de l'année 1940, sur ordre de Himmler, le camp d'Auschwitz était à l'origine le septième camp de concentration financé par le budget du *Reich*, et il appartenait à la troisième vague de création de camps, dans les années 1940/41, au même titre que Neuengamme, Natzweiler et Groß-Rosen. Initialement conçu pour dix mille détenus, il connut, de mai 1940 à mai 1942, une première phase de son histoire que l'on qualifie de « polonaise », au cours de laquelle les détenus ne furent pas encore systématiquement assassinés, et le nombre des Juifs internés demeura faible. Mais Auschwitz était déjà placé au service du nouvel ordre ethnique que le régime voulut instaurer dans l'est conquis. A partir de 1942, le complexe d'Auschwitz devint l'un des rouages essentiels de la mise en œuvre de la destruction des Juifs d'Europe. Au total, un million cent mille personnes au minimum y furent assassinées, dont les neuf dixièmes étaient des Juifs en provenance de toute l'Europe occupée. Lieu d'une répression à l'origine politique puis, à partir de 1941/42, raciale, Auschwitz fut également la plaque tournante du travail forcé des concentrationnaires, que le régime mit en place pendant la guerre pour pallier au manque de main-d'œuvre dans l'économie de guerre. Évacué pendant l'hiver 1944/45 et libéré par l'Armée Rouge à la fin du mois de janvier 1945, Auschwitz ne devint pourtant pas immédiatement le symbole de l'horreur des crimes nazis. Quand les Alliés ouvrirent les portes des camps, puis au cours des grands procès de dénazification, les noms de Dachau, de Buchenwald ou encore de Bergen-Belsen furent plus fréquemment cités que celui d'Auschwitz pour dénoncer les atrocités du régime vaincu. Mais depuis la Libération, l'apport de la recherche scientifique, avec en particulier les travaux de Raul Hilberg<sup>1</sup>,

\* La contribution présente correspond à un compte rendu des quatre tomes de la série *Darstellungen und Quellen zur Geschichte von Auschwitz*, Band 1: Standort- und Kommandanturbefehle des Konzentrationslagers Auschwitz 1940-1945, hg. von Norbert FREI, Thomas GROTH, Jan PAUCER, Sybille STEINBACHER und Bernd C. WAGNER; Band 2: Sybille STEINBACHER, «Musterstadt» Auschwitz. Germanisierungspolitik und Judenmord in Oberschlesien; Band 3: Bernd C. WAGNER, IG Auschwitz. Zwangsarbeit und Vernichtung von Häftlingen des Lagers Monowitz 1941-1945; Band 4: Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit. Neue Studien zur nationalsozialistischen Lagerpolitik, hg. von Norbert FREI, Sybille STEINBACHER und Bernd C. WAGNER, München (Oldenbourg) 2000, XII-604; 419; 378 et 335 p.

<sup>1</sup> Raul HILBERG, *La destruction des Juifs d'Europe*, Paris 1985 pour l'édition en langue française, mais la première édition de cette magistrale synthèse était parue dès 1961 à Chicago.

mais aussi, dans le contexte de la concurrence des victimes, l'émergence de la mémoire juive du génocide comme mémoire dominante<sup>2</sup>, sont venus corriger cette erreur de perspective initiale. Depuis désormais un quart de siècle, dans le grand public comme dans la communauté scientifique, le nom d'Auschwitz s'est imposé comme le symbole et même comme la métaphore des crimes du régime nazi. Position qui n'est pas cependant sans présenter des risques de mystification: car, comme le relève Sybille Steinbacher, des formules comme »enfer terrestre«, »*no man's land* de la connaissance«, »trou noir de la raison« ou encore »vide prenant une signification extra-historique« détournent l'attention de la réalité des crimes de masse et réduisent le génocide à des perceptions émotionnelles<sup>3</sup>, ce dont la recherche scientifique ne saurait se satisfaire.

Il existait déjà cependant une fort abondante littérature scientifique sur le camp de concentration d'Auschwitz<sup>4</sup> lorsque l'Institut für Zeitgeschichte (IfZ) de Munich, à partir de 1994, conçut un nouveau programme de recherches sur ce camp sous la direction de Norbert Frei. Le résultat de cette vaste investigation a été publié dans une série en quatre volumes, sous le titre générique de »Présentations et Sources pour l'histoire d'Auschwitz«, couvrant au total plus de mille sept cent pages. Et c'est véritablement une enquête d'histoire totale que nous offrent ici les chercheurs de l'IfZ: l'apport de cette investigation ne se limite pas, en effet, à l'amélioration ponctuelle de nos connaissances sur l'histoire du camp de concentration d'Auschwitz ou du génocide, mais les auteurs se sont efforcés de réinsérer le phénomène concentrationnaire dans son environnement régional, politique, économique et social, et de mesurer aussi les répercussions du phénomène de la terreur concentrationnaire sur le sort des populations qui vivaient à proximité des camps. L'étude des relations entre les camps et les populations environnantes constitue désormais un nouvel axe fructueux de la recherche concentrationnaire<sup>5</sup>, comme cette entreprise en apporte aussi la démonstration. Et la lecture de ces quatre volumes ne pourra donc que convaincre le lecteur, s'il en était encore besoin, que les Allemands ordinaires ne pouvaient rien ignorer des massacres de masse et du génocide qui se sont déroulés à Auschwitz.

2 Voir à ce propos Annette WIEVIORKA, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris 1992 et Jean-Michel CHAUMONT, *La concurrence des victimes. Génocide, identité, reconnaissance*, Paris 1997.

3 STEINBACHER, »Musterstadt Auschwitz« (voir n. \*) p. 8.

4 Pour une rapide synthèse on se reportera à Franciszek PIPER, *Die Rolle des Lagers Auschwitz bei der Verwirklichung der nationalsozialistischen Ausrottungspolitik. Die doppelte Funktion von Auschwitz als Konzentrationslager und als Zentrum der Judenvernichtung*, in: *Die nationalsozialistischen Konzentrationslager*, Band 1, hg. von Ulrich HERBERT, Karin ORTH und Christoph DIECKMANN, Frankfurt am Main 2002, p. 390-414. On peut également mentionner Danuta CZECH, *Kalendarium der Ereignisse im Konzentrationslager Auschwitz-Birkenau 1939-1945*, Reinbek 1989 et *Anatomy of the Auschwitz Death Camp*, ed. by Yisrael GUTMAN and Michael BERENBAUM, Indiana University Press, 1994.

5 Consulter à ce propos Gordon J. HORWITZ, *Mauthausen, ville d'Autriche 1938-1945*, Paris 1992 et Jens SCHLEY, *Nachbar Buchenwald. Die Stadt Weimar und ihr Konzentrationslager 1937-1945*, Köln, Weimar, Wien 1999.

## I

Peu de sources écrites ont été conservées sur Auschwitz, l'évacuation du camp ayant offert l'occasion d'une destruction systématique des témoignages sur les massacres. La très grande majorité des documents qui ont été publiés par Norbert Frei, Thomas Grotum, Jan Parcer, Sybille Steinbacher et Bernd C. Wagner dans le premier volume, *Standort- und Kommandaturbefehle der Konzentrationslager Auschwitz 1940-1945*, proviennent des archives spéciales de Moscou, où ils furent redécouverts au début des années 1990, à la fin de la guerre froide, en compagnie des archives de la direction centrale de la construction de la *Waffen-SS*<sup>6</sup>. Dans le complexe concentrationnaire d'Auschwitz, l'administration SS se composait de sept sections, compte non tenu de la section politique. La *Kommandantur* constituait le sommet de la hiérarchie administrative, le commandant du camp étant responsable non seulement des détenus, mais aussi de la sécurité et de la discipline des unités SS. Le rythme de la publication de ces ordres a varié dans le temps, avec un roulement à l'origine hebdomadaire, puis mensuel à partir d'avril 1941, et finalement quotidien à partir du printemps 1943. Les trois commandants d'Auschwitz, Rudolf Höß de mai 1940 à novembre 1943, Arthur Liebehenschel de novembre 1943 à mai 1944 et Richard Baer de mai 1944 à janvier 1945 ont eux-mêmes dictés leurs ordres, quelques-uns de ceux-ci portant leurs signatures, le plus grand nombre étant signé sur ordre par l'aide de camp du commandant. Les ordres de la garnison (*Standortbefehle*) émanaient du commandant du camp en qualité de commandant de la garnison SS et s'adressaient à l'ensemble des SS stationnés à Auschwitz, aussi bien dans le camp souche, qu'à Birkenau et à Monowitz, et que sur l'ensemble des terrains agricoles, industriels et militaires qui dépendaient de la SS dans les environs du camp. Les ordres de la *Kommandantur* (*Kommandanturbefehle*) s'adressaient au contraire exclusivement aux gardiens SS dans les camps de détention. L'éclatement du camp de concentration d'Auschwitz, en novembre 1943, en trois entités administrativement distinctes, Auschwitz, Birkenau et Monowitz, entraîna également une différenciation dans la série des ordres de la *Kommandantur*.

Les ordres de la garnison et de la *Kommandantur* d'Auschwitz constituent en fait une source de première importance pour l'histoire des SS. De 1940 à 1945, environ 7000 SS, dont 200 femmes, furent mobilisés à Auschwitz. Les fluctuations du personnel furent importantes, en moyenne entre 3000 et 4000 gardiens, l'apogée des effectifs se situant au mois de janvier 1945 avec 4481 SS pour une période de deux semaines. Le personnel SS vivait soit dans des baraques sur le terrain du camp souche, soit à l'extérieur du camp dans des immeubles qui avaient jusqu'alors appartenu à des autochtones. Pour garantir la stabilité psychique des gardiens, l'administration s'efforça en effet de favoriser les regroupements familiaux et de rendre rapidement possible une vie privée des SS avec leurs proches. En matière de logement, d'habillement et d'alimentation, les SS et leurs familles bénéficièrent à Auschwitz de nombreux privilèges. La vie quotidienne du personnel du camp constituait un cadre qui facilitait par ailleurs le bon déroulement du massacre de masse. L'histoire du camp SS est ainsi très étroitement liée à celle des victimes d'Auschwitz.

6 Cette documentation a été exploitée, entre autres, par Jean-Claude PRESSAC, *Les crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre de masse*, Paris 1993.

Les ordres de la garnison et de la *Kommandantur* d'Auschwitz avaient comme premier objectif d'encadrer le service quotidien et d'optimiser la routine. Ils fournissent ainsi une multitude de détails sur le processus administratif de la terreur et sur les aspects du travail administratif. Les relations des commandants avec leurs troupes étaient placées sous le signe de la rigueur et de la dureté, de l'ordre et de l'obéissance. Dans la routine de la vie quotidienne, la violence constituait un *habitus*. Mais entre la sphère du service et la sphère privée il n'y avait pas de contradiction, et la vie quotidienne présentait une indissociable unité. Un grand nombre de décisions, en apparence ordinaires, étaient en fait à mettre en relation avec l'extermination. Ainsi, au mois de septembre 1941, au moment où débutèrent les assassinats de détenus au moyen du Zyklon B, la *Kommandantur* se préoccupa de permettre aux SS d'assister à des représentations théâtrales à Kattowitz et à Bielitz<sup>7</sup>. Les distractions culturelles, représentations théâtrales ou spectacles de variétés, auxquelles les SS pouvaient assister en compagnie de leurs épouses, de leurs fiancées et même de leurs enfants contribuaient au maintien du moral des équipes de garde, et acquéraient ainsi une importance particulière aux yeux de la *Kommandantur*-SS. Le souci du moral des troupes n'empêchait pourtant pas le commandant de traiter ses hommes avec une dureté rigoureuse. Les dénonciations du manque de discipline étaient fréquentes, la répétition de ces ordres prouvant d'ailleurs que ceux-ci n'étaient pas exécutés avec obéissance: la discipline de fer de la SS tenait du mythe. Les punitions étaient nombreuses, par exemple pour une coupe de cheveux non militaire, ou pour cause de «marché noir», en fait pour exploitation du travail des détenus à des fins privées. La rigidité des ordres du commandant Höß, en particulier, n'était pourtant pas exclusive d'une pratique assez indulgente. Les tribunaux de la SS et de la police ne prononcèrent que de rares condamnations sévères.

De manière plus fondamentale, les ordres de la garnison et de la *Kommandantur* livrent une série d'indications sur les changements d'affectation bureaucratiques dans l'organisation du génocide et, ainsi, sur les méthodes de la politique d'extermination. La *Kommandantur* d'Auschwitz entretint ainsi des relations très étroites avec son homologue du camp de concentration et d'extermination de Majdanek, et des mutations de personnel de l'état-major de la *Kommandantur* d'Auschwitz à Lublin se produisirent à partir du mois de novembre 1941<sup>8</sup>.

Mais à côté d'informations précieuses sur l'encadrement du service quotidien des gardiens et sur les méthodes de la politique d'extermination, les ordres de la garnison et de la *Kommandantur* se caractérisent aussi par l'accumulation de directives dénuées d'intérêt, qui témoignent de la permanence d'une certaine normalité sur le lieu du plus grand massacre de masse du Troisième Reich. Ainsi, le 24 juin 1943, l'ordre de la *Kommandantur* signale que le Dr. Mengele a perdu, à l'occasion d'un accident de motocyclette à l'intérieur du camp, sa croix de fer de première classe et prie la personne honnête qui la retrouvera de la remettre à la *Kommandantur*<sup>9</sup>. Parfois même, les ordres ne faisaient que traduire les marottes absurdes du comman-

7 Standort- und Kommandanturbefehle (voir n. \*) p. 64 et 68-69.

8 Ibid., p. 80.

9 Ibid., p. 297.

nant. Höß a multiplié les ordres sur la mise en valeur des jardins dans le camp, sur les plantations d'arbres fruitiers ou encore sur la décoration des espaces publics avec des fleurs. L'ordre de la garnison du 27 mai 1944 fait état de ce que tous les membres de la SS doivent se porter garants du plus grand ménagement de la nature<sup>10</sup>. Il semblait aussi important au commandant de protéger les animaux dans les environs immédiats d'Auschwitz, l'interdiction de la chasse<sup>11</sup> et de la pêche servant aussi, de surcroît, les intérêts agricoles de la SS.

## II

Avec »Musterstadt« Auschwitz. Germanisierungspolitik und Judenmord in Ostoberschlesien, Sybille Steinbacher nous propose une étude monographique tout à fait passionnante et novatrice, qui traite de la ville d'Auschwitz et de sa région environnante comme d'un espace où fut mis en œuvre la politique d'extermination nationale-socialiste. L'étude se situe véritablement au cœur de la problématique de la série, en soulignant l'interdépendance du politique, de l'économique et du social, dans un contexte de radicalisation de la politique raciale dans les territoires conquis et occupés par le *Reich* allemand. Cette radicalisation se manifesta plus particulièrement par deux phases d'escalade, de la politique de déportation et d'expulsion forcée, du mois de septembre 1939 au printemps et à l'été 1941, à la politique des massacres, à partir de l'automne 1941 jusqu'à l'été 1942, au cours duquel débuta l'extermination systématique<sup>12</sup>.

Le duché d'Oświęcim avait été pendant des siècles un espace frontalier entre le monde slave et le monde germanique, aux confins de la Galicie et de la Silésie. Appelés par les ducs polonais, des colons allemands s'y installèrent à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, introduisant avec eux le droit urbain allemand. Au milieu du XV<sup>e</sup> siècle, le duché fut racheté par la couronne polonaise, mais en 1772, lors du premier partage de la Pologne, l'ancien duché d'Oświęcim fut attribué avec la Galicie à l'Autriche. Au lendemain du Congrès de Vienne, en 1818, à l'occasion d'une rectification de frontière, le duché d'Auschwitz fut même intégré à la Confédération germanique<sup>13</sup>, dont il fut expulsé, avec l'ensemble des possessions habsbourgeoises, en 1866<sup>14</sup>. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, Oświęcim fut attribuée sans plébiscite, avec la Galicie, au nouvel État polonais et rattachée à la voïévodie de Cracovie. Mais entre 1919 et 1921, la ville fut aussi entraînée dans le conflit frontalier de Haute-Silésie, entre le *Reich* et la Pologne. Elle devint alors un centre d'initiatives patriotiques et nationalistes polonaises.

10 Ibid., p. 449.

11 Ibid., p. 132-133.

12 STEINBACHER, »Musterstadt« Auschwitz (voir n. \*) p. 8-9.

13 Structure assez lâche, constituée initialement en 1815 de trente-neuf États demeurés pleinement souverains, et placée sous la présidence de l'empereur d'Autriche. Les deux puissances dominantes, l'empire d'Autriche et le royaume de Prusse, n'entraient dans le *Bund* que pour partie seulement de leurs possessions, dans la mesure où celles-ci avaient appartenu au Saint-Empire Romain Germanique. L'ajustement frontalier de 1818 introduisit une discordance dans ce principe, dans la mesure où le royaume de Galicie Lodométrie n'avait jamais fait partie du premier *Reich*.

14 STEINBACHER, »Musterstadt« Auschwitz (voir n. \*) p. 24-27.

Avant la Seconde Guerre mondiale, Oświęcim/Auschwitz, centre spirituel du judaïsme orthodoxe et siège de nombreuses associations sionistes, avait hébergé une communauté juive florissante. L'histoire de la ville juive n'a en fait jamais été écrite<sup>15</sup>. L'émancipation sociale et juridique de la communauté juive coïncida avec le processus d'industrialisation. Dans le cadre du *Kronland* cisleithan de Galicie, qui bénéficia d'un statut d'autonomie à partir de 1866, débuta pour les Juifs la «bonne époque autrichienne»: les contemporains parlaient alors de la *Oświęcime Jerusalem*<sup>16</sup>. La ville prospéra, à proximité de la Haute-Silésie, la plus grande région industrielle de l'Allemagne après la Ruhr, et de la Bohême du nord-ouest. Les Juifs s'adaptèrent mieux que les Catholiques aux conditions de vie du processus de l'industrialisation, et ils en tirèrent un meilleur profit. Des Juifs devinrent alors de grands entrepreneurs et ouvrirent à Oświęcim, et dans ses environs, des banques et des usines. A partir de 1867, la population juive devint plus nombreuse que la population catholique; en septembre 1939, 57,9% des habitants d'Oświęcim étaient Juifs<sup>17</sup>. La politique communale témoigna en fait d'une bonne coopération entre Catholiques et Juifs, que la Première Guerre mondiale, bien que révélatrice de failles entre les deux communautés, ne remit pas en cause. Dans le nouvel État polonais, les Juifs, économiquement dominants, s'efforcèrent d'apparaître comme de «bons citoyens polonais»<sup>18</sup>. Mais la crise économique, puis la disparition du maréchal Pilsudski, chef de l'État polonais, en mai 1935, favorisèrent à la fin des années 1930, l'expression de ressentiments anti-sémites, qui ne dégénérent pourtant jamais, à Oświęcim, en pogroms<sup>19</sup>.

Dès le 4 septembre 1939 des soldats allemands entrèrent à Oświęcim et le 6 Septembre la *Wehrmacht* s'empara de Cracovie. Immédiatement, les membres de l'*Einsatzgruppe V* firent régner le terreur contre les Juifs, humiliés, isolés, dépossédés de leurs biens et privés de tous leurs droits. Le 4 octobre, le commandant en chef en Haute-Silésie nomma des gérants aryens, chargés de prendre en charge l'administration des entreprises juives<sup>20</sup>. Mais en l'absence d'ordres explicites de Berlin, les actions meurtrières résultèrent dans un premier temps d'initiatives personnelles. Dans la lettre de Reinhard Heydrich aux chefs des *Einsatzgruppen* du 21 septembre sur les directives de la politique juive dans les régions conquises, l'objectif final n'était pas spécifié, l'objectif à court terme étant de concentrer les Juifs pour les déportations planifiées dans les grandes villes, à proximité des gares<sup>21</sup>. Les régions conquises, en vertu d'un décret de Hitler du 25 août 1939, furent d'abord placées sous administration militaire. La question frontalière et le statut territorial d'Auschwitz ne furent définitivement réglés que par une décision du *Führer* en date du 26 octobre 1939. Le cercle d'Auschwitz se trouva englobé dans le district gouvernemental de Kattowitz, lui-même intégré dans la province de Silésie qui débordait désormais son ancienne frontière de 1914: le règlement territorial d'octobre 1939

15 Ibid., p. 32.

16 Ibid., p. 36.

17 Ibid., p. 37-39.

18 Ibid., p. 44.

19 Ibid., p. 45-46.

20 Ibid., p. 58.

21 Ibid., p. 60.

accorda effectivement à la Silésie, donc au Grand *Reich*, non seulement la Haute-Silésie orientale, qui avait été attribuée à la Pologne par l'arbitrage de la Société des Nations (SDN) entre 1921 et 1939, mais également, à l'extérieur des frontières du *Reich* de 1914, d'anciens territoires de la Galicie autrichienne et de la Pologne russe du Congrès, qui constituèrent la »bande de l'est« (*Oststreifen*)<sup>22</sup>. Cinq cents ans après avoir été rattachée à la couronne polonaise, la ville d'Auschwitz redevenait donc silésienne. Mais au sein du Grand *Reich*, la »bande de l'est« ne constituait qu'un territoire de deuxième rang, racialement inférieur avec une population presque exclusivement composée de Polonais, catholiques ou juifs. De manière très significative, la frontière de police, à la fois frontière économique et mur ethnique, resta établie le long de la frontière de 1914, divisant ainsi le district gouvernemental de Kattowitz et isolant la »bande de l'est« de la Haute-Silésie orientale, seule considérée comme germanisable. La »bande de l'est« constituait en quelque sorte un sas entre le Grand *Reich* et le Gouvernement Général: destinée à servir de dépotoir pour les populations racialement indésirables des territoires occidentaux germanisables, elle devait néanmoins être épargnée par le programme de purification ethnique<sup>23</sup>.

C'est dans le discours qu'il prononça le 6 octobre 1939 devant le *Reichstag* que Hitler définit l'objectif de sa politique polonaise, à savoir l'instauration d'un nouvel ordre ethnique. D'un point de vue administratif, économique et démographique, il fallait en fait distinguer entre les territoires polonais occidentaux directement annexés, qui constituèrent les deux nouveaux *Reichsgaue* de Danzig-*Westpreußen* et du *Wartheland* ou qui furent réunis aux deux provinces prussiennes de Silésie et de Prusse orientale, et les territoires qui constituèrent le *Reichsterritorium* du Gouvernement Général, au statut mal défini. Dans les territoires directement annexés, il s'agissait d'opérer une purification ethnique doublée d'une restructuration économique. L'expulsion des populations polonaises, catholiques ou juives, devait ouvrir la voie à la colonisation »d'Allemands racialement valables«<sup>24</sup>. Pour la réalisation du nouvel ordre ethnique à l'Est, la SS reçut une compétence illimitée, libre de tout contrôle de la *Wehrmacht* ou du ministère de l'Intérieur du *Reich*. Himmler, nommé par décret du *Führer* du 7 octobre 1939 Commissaire du *Reich* pour la consolidation de la population allemande (RKF), reçut les pleins pouvoirs, dans les territoires annexés comme dans le Gouvernement Général<sup>25</sup>. La création du Service Central de la Sécurité du *Reich*, dès le 27 septembre, sous l'autorité de Heydrich, compléta le dispositif au service du nouvel ordre ethnique<sup>26</sup>. L'objectif de Hitler dans les quatre *Gaue* et provinces de l'Est du Grand *Reich* était d'établir une administration d'organes de direction. Les quatre *Gauleiter*, dans une position d'immédiateté sous Hitler, bénéficièrent en pratique d'une véritable autonomie et d'une entière liberté d'action, qui leur permit de développer une pratique de la violence du pouvoir, dont la politique raciale et la politique démographique furent l'expression<sup>27</sup>. A partir de la

22 Ibid., p. 74-76.

23 Ibid., p. 110-111.

24 Ibid., p. 79-81.

25 Ibid., p. 82-84.

26 Ibid., p. 85.

27 Ibid., p. 91-92.



fin du mois d'octobre 1939, l'objectif du nouvel ordre ethnique constitua la matière de différents plans de déportation, sous les auspices des concepts de »transfert« et »d'envoi«. Mais au début de l'année 1941, seulement trois cent mille Polonais, catholiques ou juifs, avaient été effectivement expulsés des territoires annexés<sup>28</sup>. L'échec patent des plans de germanisation devait ultérieurement favoriser le processus de radicalisation.

Mais dans le cas de la Haute-Silésie orientale, dont la contribution était essentielle à l'économie de guerre du *Reich*, l'exploitation du potentiel d'armement eut la priorité sur la mise en œuvre des plans de germanisation, à la différence du *Wartheland*, région essentiellement agricole. Depuis 1935, le »vieux combattant« Josef Wagner exerçait conjointement les fonctions de *Gauleiter* de la Westphalie du Sud et de la Silésie, sous la forme d'une union personnelle entre Breslau et Bochum, qui soulignait bien la volonté du régime d'englober la Silésie dans l'espace économique de l'*Altreich*<sup>29</sup>. Wagner restait cependant persuadé de la nécessité du nouvel ordre ethnique dans l'intérêt de la suprématie du *Reich*. A partir d'octobre 1939, il assura donc la coordination de la politique de colonisation en Haute-Silésie orientale, considérant en particulier la »bande de l'est« comme un territoire inutile, dont il préconisa le rattachement au Gouvernement Général, ce que Hitler finit par refuser catégoriquement en décembre 1940<sup>30</sup>. Après l'échec des premiers plans de déportation, dirigés successivement contre les Juifs<sup>31</sup> et les Polonais, la confusion s'installant au tournant des années 1939/40, sous le poids des conflits de compétence entre la SS et l'administration civile. Par ailleurs, la mise en œuvre du nouvel ordre ethnique générait un véritable chaos conceptuel: les notions d'appartenance au peuple polonais ou de descendance allemande restaient peu claires, compte non tenu de la population »flottante« des *Wasserpolen*<sup>32</sup>. Avec l'arrêt des évacuations dans le Gouvernement Général, au début de 1940, Wagner était à la recherche de solutions alternatives: la »bande de l'est«, à l'est de la frontière de police, devint ainsi l'espace de déportation pour la Haute-Silésie orientale. Sosnowitz, Bendzin et Dombrowa, villes de l'ancienne Pologne du Congrès à environ une trentaine de kilomètres au nord-est d'Auschwitz devinrent des lieux de refoulement pour les Juifs déportés<sup>33</sup>. Les communautés juives dans la »bande de l'est« furent organisées d'une manière différente que dans les autres régions de la Pologne: en Haute-Silésie orientale prévalut le modèle de l'autoadministration, tel qu'il fonctionnait dans l'*Altreich*. Chaque communauté procéda à l'élection de conseils des anciens, avec une direction centrale qui s'installa à Sosnowitz, sous la conduite très autocratique de Moshe Merin<sup>34</sup>.

28 Ibid., p. 100.

29 Ibid., p. 105-107.

30 Ibid., p. 108-113.

31 Du 20 au 26 octobre 1939, deux mille juifs de Haute-Silésie orientale furent déportés à Nisko, près de Lublin, qui devait accueillir également des Juifs en provenance de Mährisch Ostrau et de Vienne. Mais le projet Nisko fut rapidement abandonné, sous le poids des problèmes d'organisation et de logistique.

32 STEINBACHER, »Musterstadt« Auschwitz (voir n. \*) p. 115-119.

33 Ibid., p. 120

34 Ibid., p. 121-122.

Wagner fut révoqué à la fin du mois d'avril 1941 et remplacé par Fritz Bracht. Avec ses 47 600 km<sup>2</sup> pour une population de 7,46 millions d'habitants, la Silésie était alors la plus grande province du *Reich*. Aussi, le 1<sup>er</sup> avril 1941, la Silésie fut à nouveau partagée entre une Basse et une Haute-Silésie<sup>35</sup>. Fritz Bracht devint alors *Gauleiter* de Haute-Silésie, formée des deux districts gouvernementaux d'Oppeln et de Kattowitz, Kattowitz devenant le siège de la nouvelle *Gauleitung*<sup>36</sup>. Beaucoup plus docile à l'égard de Himmler que ne l'avait été son prédécesseur, Bracht poursuivit la politique ethnique en collaboration avec les SS. Les Polonais étaient désormais seuls concernés par les déportations, les Juifs ne devant plus être évacués<sup>37</sup>. Dans le cercle rural de Saybusch, des Polonais furent remplacés par des Allemands ethniques en provenance de la région de Lemberg, puis du nord de la Bucovine, alors sous contrôle soviétique. Au total, avant le début de la guerre contre l'URSS, 81 379 personnes de «peuples étrangers» avaient été expulsées de la Haute-Silésie orientale, les Juifs étant concentrés dans la «bande de l'est» et remplacés par 38 000 colons ethniques<sup>38</sup>. De manière très précoce, la population étrangère, en particulier les Juifs, fut mobilisée pour le travail forcé. Dans l'*Altreich*, Himmler avait échoué à établir une économie dominée par la SS, la mobilisation des concentrationnaires au profit des entreprises SS ne s'étant pas déroulée comme souhaitée. En Haute-Silésie orientale, l'organisation du travail forcé incombait au *SS-Oberführer* Albrecht Schmelt, dont le domaine de compétence s'étendit à la totalité du cercle militaire VIII, qui englobait la Haute et la Basse-Silésie et une partie des Sudètes. Le bureau de Schmelt établit son siège à Sosnowitz<sup>39</sup>. Les plans d'expulsion étatiques furent désormais mis au service d'une rentabilité économique, la politique juive en Haute-Silésie visant avant tout à maintenir la force de travail des Juifs, sans que pour autant l'on puisse parler d'une contradiction entre la mobilisation pour le travail et le programme de déportation. Par contre, à partir de l'automne 1940, la politique polonaise et la politique juive ne présentèrent plus d'unité, les Polonais continuant à être déportés dans le Gouvernement Général ou refoulés pour le travail forcé dans l'*Altreich*<sup>40</sup>. Schmelt organisa le travail forcé des Juifs sous trois formes: dans des camps le long de la *Reichsautobahn* Berlin-Breslau-Cracovie, dans des camps liés à l'industrie et dans des entreprises de la *Wehrmacht* dans la «bande de l'est»<sup>41</sup>. Avec le début de la campagne contre l'URSS en juin 1941, l'autoroute gagna en signification: c'était l'axe le plus important dans la section sud du front de l'est. A l'automne 1941, Schmelt employait en Silésie et dans les Sudètes environ dix-sept mille travailleurs forcés juifs, dont huit mille étaient internés dans des camps le long de l'autoroute, dans cent soixante-dix sept lieux de détention pour la plupart en Haute-Silésie<sup>42</sup>.

La ville d'Auschwitz elle-même ne fut pas englobée dans les plans de germanisation jusqu'au printemps 1941: les Polonais, catholiques et juifs, restèrent épargnés

35 En mars 1938, les deux provinces prussiennes avaient été réunifiées.

36 STEINBACHER, «Musterstadt» Auschwitz (voir n. \*) p. 124-125.

37 Ibid., p. 132.

38 Ibid., p. 133-136.

39 Ibid., p. 138-140.

40 Ibid., p. 141.

41 Ibid., p. 145.

42 Ibid., p. 149.

par les déportations<sup>43</sup>. A partir de la fin de l'année 1939, les Juifs des villes des environs et bientôt de toute la Silésie furent transportés à Auschwitz et concentrés dans la vieille ville qui devint un ghetto libre<sup>44</sup>. La décision d'ouvrir un camp de concentration à Auschwitz appartient à Himmler, sur la base d'un rapport que lui adressa l'Inspecteur des camps de concentration, Richard Glücks, le 21 février 1940. Le nouveau camp de concentration devait être placé au service du »nouvel ordre ethnique«, garant de l'avenir *völkisch* dans l'espace vital conquis<sup>45</sup>. Le développement de la construction du camp, avec ses différents domaines (camp de détention, zone industrielle, ateliers, casernes, lotissements SS et domaine agricole), s'effectua au détriment des paysans polonais. A la mi-juin 1940, mille deux cents d'entre-eux avaient été expulsés de terrains situés à proximité du camp<sup>46</sup>. Le camp fut édifié exclusivement par des firmes allemandes, la main d'œuvre et le matériel de construction étant fournis par des entreprises de l'*Altreich* silésien. Jusqu'à l'été 1944, plus de cinq cents entreprises, grandes et petites, participèrent à la construction du camp<sup>47</sup>. Dans les premiers temps de l'existence du camp, au cours de la »phase polonaise« de son histoire, les SS ne parvinrent pas, en dépit de mesures rigoureuses, à rompre les contacts entre la population locale et les détenus. Les *Kommandos* qui étaient amenés à traverser la vieille ville sous escorte SS recevaient des secours abondants, sous la forme de pain, de médicaments, d'argent, de vêtements ou de journaux. Des réseaux d'aide aux détenus s'organisèrent dans les environs d'Auschwitz, et le clergé polonais s'efforça aussi d'apporter une aide matérielle et morale aux détenus<sup>48</sup>. Selon le commandant Höß, la population aurait manifesté une attitude fanatiquement polonaise. En fait, si dans un environnement slave les possibilités d'aide aux détenus étaient plus élevées que dans un environnement germanique, les possibilités de résistance dans les territoires annexés restaient très limitées, la politique de germanisation empêchant en particulier la conservation des structures de l'administration polonaise<sup>49</sup>.

C'est en fait l'installation de l'entreprise IG Farben dans le complexe concentrationnaire d'Auschwitz, au printemps 1941, à trois kilomètres de la vieille ville et à sept kilomètres du camp de concentration, qui contribua à accélérer le processus de germanisation. Avec l'IG Farben, la relation de l'industrialisation et de la germanisation se trouva institutionnalisée. L'objectif fut alors posé de débarrasser la ville en l'espace d'une année des »peuples étrangers« et de préparer l'accueil de plusieurs milliers d'Allemands ethniques et du *Reich*<sup>50</sup>. La construction de l'usine de l'IG Farben renforça la dynamique des évacuations, les premiers Polonais déportés étant ceux qui vivaient dans les meilleurs logements au bord de la vieille ville. En l'espace de quelques semaines, sept villages dans le territoire d'intérêt SS furent vidés de leur

43 Ibid., p. 162.

44 Ibid., p. 167-168.

45 Ibid., p. 179-182.

46 Ibid., p. 182-183.

47 Ibid., p. 183-184.

48 Ibid., p. 195-196.

49 Ibid., p. 197-200.

50 Ibid., p. 205-214.

population. La déportation des populations polonaises catholiques fut l'affaire du camp SS et de l'appareil régional du RKF, celle des populations juives du bureau Schmelt<sup>51</sup>. Ce fut la fin brutale de la *Oświęcime Jerusalem*. En l'espace de quelques semaines, dix-sept mille Polonais, catholiques et juifs, furent déportés d'Auschwitz et de ses environs, la ville elle-même perdant la moitié de sa population<sup>52</sup>. A partir de l'été 1941, Auschwitz devint un bastion de la germanité à l'est. Une politique de construction industrielle dirigée visait désormais à créer des conditions d'habitation et de vie attrayantes, pour attirer hors de l'*Altreich* des travailleurs allemands et leurs familles<sup>53</sup>. L'IG Farben assura financièrement la modernisation de la ville. La rénovation architecturale tendit alors à faire d'Auschwitz le reflet de la communauté populaire nationale-socialiste. On construisit des quartiers d'habitation en forme de cellules, avec des constructions communautaires monumentales, et l'on traça une route se rendant de la gare à l'usine de l'IG Farben à travers la vieille ville<sup>54</sup>. A aucun moment les responsables du Parti et de l'administration civile n'entrèrent en conflit avec les SS du fait des assassinats dans le camp. La concurrence politique ne joua que pour la délimitation des territoires d'influence. Une véritable frontière territoriale fut établie entre la ville et le camp: son tracé définitif fut instauré au mois de juin 1943, garantissant l'indépendance administrative de la zone d'intérêt des SS<sup>55</sup>.

C'est le 26 septembre 1941 que fut donné l'ordre de construire Birkenau, le choix du site intervenant le 4 octobre. Le camp d'extermination de Birkenau ne fut pas à l'origine planifié comme un centre de mort, mais comme un réservoir de main-d'œuvre, destiné en particulier à l'hébergement de cinquante mille prisonniers de guerre soviétiques. Mais c'est justement l'absence de main-d'œuvre disponible qui favorisa le développement des massacres<sup>56</sup>. La fermeture de la frontière de police entre la Haute-Silésie orientale et la »bande de l'est«, au mois de mai 1941, constitua une rupture fondamentale: elle marqua la fin des expulsions dans la »bande de l'est«. Auschwitz devint alors une ville allemande à l'égale des autres villes de la partie occidentale du district gouvernemental de Kattowitz. Elle acquit donc un caractère allemand lorsque le génocide des Juifs fut systématiquement mis en œuvre. Les deux processus de la germanisation et du génocide en vinrent à se rencontrer sur un espace très étroit<sup>57</sup>. Jusqu'en octobre 1943, quelque sept mille Allemands du *Reich* s'installèrent à Auschwitz, bénéficiant de conditions de vie d'autant plus attractives que, du fait de sa situation géographique, la ville fut épargnée à partir du deuxième semestre de l'année 1943 par la guerre aérienne qui frappa l'*Altreich*. La vie privée des Allemands ne fut guère affectée par le génocide, même si des informations partielles et des rumeurs circulaient en ville<sup>58</sup>. Le personnel de la *Reichsbahn* disposait pour sa part de détails plus précis sur l'extermination de masse en cours, des employés étant

51 Ibid., p. 215-217.

52 Ibid., p. 223.

53 Ibid., p. 223-224.

54 Ibid., p. 231.

55 Ibid., p. 235-236.

56 Ibid., p. 238-239.

57 Ibid., p. 240.

58 Ibid., p. 244-248.

amenés à assister aux sélections. Les bruits qui circulaient sur l'extermination physique devinrent progressivement des certitudes. Mais l'apathie, la routine du travail des cheminots, l'obéissance et jusqu'à une précision pédante permirent alors aux populations des environs du camp de s'arranger avec le génocide<sup>59</sup>.

Mais, paradoxalement, au fur et à mesure que sous l'effet d'une radicalisation cumulative fut mis en œuvre le processus génocidaire en 1941/42, le travail forcé des Juifs de Haute-Silésie orientale au profit de l'industrie d'armement gagna en importance, par suite du manque drastique de main-d'œuvre auquel se heurtait le régime<sup>60</sup>. En Haute-Silésie orientale, l'importance des objectifs économiques contraignit le régime à repousser la mise en œuvre du programme raciste. Ainsi, pour la majorité des Juifs de Haute-Silésie, l'intégration dans l'économie de l'armement représenta une assurance provisoire de survie<sup>61</sup>. Selon le rapport Korherr du mois de janvier 1943, les quelque cinquante mille Juifs mobilisés dans le système du travail forcé par le service Schmelt représentaient un tiers du nombre total des Juifs encore contraints au travail forcé. Les environs du camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau représentaient un territoire paradoxalement »sûr«, au moment même où dans d'autres régions de la Pologne environ 80% de la population juive avait déjà été exterminée<sup>62</sup>. Néanmoins les premières exécutions publiques de Juifs dans la »bande de l'est« se déroulèrent au printemps 1942 et, dans la mémoire collective des survivants, le mercredi 12 août 1942 constitua le jour de la catastrophe: les Juifs des ghettos de Sosnowitz et de Bendzin furent convoqués par la Gestapo. Des sélections très brutales furent alors opérées, et les vieux, les femmes et les enfants furent transférés à Auschwitz-Birkenau<sup>63</sup>. Au mois d'octobre 1942, les quartiers juifs furent verrouillés en ghettos fermés, sous l'impulsion des administrations urbaines confrontées au manque de logements. La main-d'œuvre juive fut aussi progressivement remplacée par des travailleurs polonais<sup>64</sup>. Le président du conseil juif, Moshe Merin, tenta alors de jouer de l'intérêt des SS pour la main-d'œuvre juive et il se plia sans scrupule aux décisions des Allemands. A l'automne 1942, des sionistes de gauche projetèrent d'organiser un attentat contre Merin, qui les fit livrer en février 1943 à la Gestapo de Kattowitz. Moshe Merin fut lui-même victime de la politique juive avec laquelle il s'était arrangé en étant assassiné à Auschwitz-Birkenau le 19 juin 1943<sup>65</sup>. Le 1<sup>er</sup> août 1943 marqua le début de la liquidation des ghettos: en quatorze convois, plus de trente mille Juifs de Sosnowitz et de Bendzin furent emmenés à Auschwitz-Birkenau<sup>66</sup>. Le service Schmelt perdit sa raison d'être après l'assassinat des Juifs: entre les mois de septembre 1943 et de juillet 1944, les camps Schmelt furent rattachés aux camps de concentration d'Auschwitz et de Groß-Rosen<sup>67</sup>. Le sauvetage des Juifs ne constitua pas, par ailleurs, un objectif de la résistance nationale polonaise, même si

59 Ibid., p. 249-252.

60 Ibid., p. 273-274.

61 Ibid., p. 275.

62 Ibid., p. 293.

63 Ibid., p. 285-289.

64 Ibid., p. 294-295.

65 Ibid., p. 296-299.

66 Ibid., p. 300-301.

67 Ibid., p. 305.

l'assistance des catholiques devint plus importante lorsque la défaite du *Reich* se dessina<sup>68</sup>. Les ghettos devinrent disponibles à la fin de l'année 1943 pour la germanisation: les colons allemands ethniques, jusqu'alors logés dans des camps provisoires, furent amenés dans les anciennes villes juives. Le génocide était un secret de Polichinelle. Mais l'antisémitisme des populations allemandes présentait plusieurs facettes: le profit, la croyance au progrès et à la civilisation, le sentiment d'apporter au pays conquis la culture allemande, ou encore la volonté d'assurer un avenir à l'est par l'expulsion des »personnes de moindre valeur raciale«. Au total, la combinaison de l'appât du gain et de la conviction de la supériorité raciale facilita la radicalisation de la politique juive<sup>69</sup>.

### III

Dans la mesure où le nom de l'IG Farben reste inséparablement lié à celui d'Auschwitz, en symbolisant la compromission de l'ensemble de l'industrie allemande avec les crimes du régime national-socialiste, et dans la mesure où l'installation de l'entreprise dans le complexe concentrationnaire contribua aussi à l'accélération du processus de germanisation de la ville d'Auschwitz, l'étude monographique de Bernd C. Wagner »IG Auschwitz. Zwangsarbeit und Vernichtung von Häftlingen des Lagers Monowitz 1941–1945« trouve tout naturellement sa place dans la série de l'IfZ. Elle est centrée sur l'histoire de la quatrième usine du *Konzern* produisant du caoutchouc de synthèse, ou Buna<sup>70</sup>, dont le site fut établi au printemps 1941 à quelques kilomètres à l'est du camp de concentration d'Auschwitz; et à l'automne 1942, un camp de concentration fut ouvert sur les ruines du village de Monowitz, premier camp financé par une entreprise privée<sup>71</sup>. L'ouvrage traite donc de la relation de l'économie allemande à la politique d'extermination du régime national-socialiste et s'efforce de répondre aux questions qui s'articulent autour de cette problématique. Pourquoi l'IG se rendit-elle à Auschwitz? Pourquoi l'entreprise mobilisa-t-elle des concentrationnaires? Comment ceux-ci furent-ils traités dans le camp appartenant à la firme? Et surtout, question centrale et stimulante, comment des membres des élites économiques allemandes, jusque-là personnellement intègres et politiquement à peine actifs, purent-ils participer au cours de la guerre si largement aux crimes des SS<sup>72</sup>?

IG Farben naquit à l'automne 1925 de la fusion de trois firmes de l'industrie chimique BASF, Agfa et Bayer & Co, à la reconquête d'une position mondiale dominante perdue au lendemain de la Première Guerre mondiale. IG Farben devint alors la deuxième plus grande entreprise allemande<sup>73</sup>. Au début des années 1930, la direction encouragea les travaux dans le domaine de la production du caoutchouc synthé-

68 Ibid., p. 307–308.

69 Ibid., p. 316–320.

70 Caoutchouc de synthèse produit à partir d'un hydrocarbure, la Butadiène, avec l'emploi d'un catalyseur, le Natrium, d'où le nom de Buna.

71 WAGNER, IG Auschwitz (voir n. \*) p. 10.

72 WAGNER, IG Auschwitz (voir n. \*) p. 15.

73 Ibid., p. 23–25.

tique. Après la « prise du pouvoir » en janvier 1933, l'office d'armement de l'armée de terre adressa des demandes en matière de Buna, prenant des contacts avec la direction de l'IG en mai 1933. Mais celle-ci ne croyait plus que le caoutchouc synthétique soit capable de concurrencer le matériel naturel à grande échelle, et elle s'opposait par ailleurs aux plans d'autarcie<sup>74</sup>. Les tensions entre la direction de l'IG et l'administration du Plan de Quatre Ans atteignirent leur apogée dans les années 1936/38, les intérêts commerciaux et stratégiques du régime et du *Konzern* de la chimie entrant alors en opposition. Mais sous l'impulsion de Göring et de son collaborateur Carl Krauch, membre du comité directeur de l'IG Farben, la volonté de conciliation l'emporta. Carl Krauch et ses collègues s'efforcèrent de réduire les efforts autarciques du régime nazi à une mesure praticable pour le *Konzern* de l'industrie chimique. Et celui-ci, du printemps 1937 au mois de novembre 1939, dressa les plans de trois grandes usines de Buna, dont aucune au demeurant n'était encore en mesure de produire à la veille de la guerre<sup>75</sup>. En fait, après six années de domination nazie, l'IG Farben avait perdu une partie de sa liberté d'entreprendre, et les intérêts de l'État et du *Konzern* ne se recoupaient que partiellement. Et même si les divers organismes de l'État chargés de préparer l'économie allemande à la guerre recrutèrent un grand nombre de collaborateurs de l'IG, on ne peut pas parler, selon Wagner, d'une influence du *Konzern* sur la formulation de la politique économique de l'État. Pour échapper à une nationalisation de fait, la direction dut accepter une militarisation de l'entreprise, doublée d'une restriction de la liberté d'entreprendre, en investissant une grande partie de ses ressources dans des établissements dont la rentabilité aurait été mise en question en temps de paix<sup>76</sup>.

Dès le début de la guerre, la direction de l'IG Farben manifesta de l'intérêt pour les territoires polonais conquis, pour la mise en valeur des usines de colorants, puis bientôt se mit à la recherche de sites appropriés à la construction d'une quatrième usine de Buna, à l'abri des attaques aériennes<sup>77</sup>. A la mi-décembre 1940, le directeur Otto Ambros fit le choix d'une aire constructible située à l'est de la ville d'Auschwitz, autour du village de Monowitz, qui offrait des conditions favorables tant du point de vue de la situation des lignes de chemin de fer, que des ressources en eau et en charbon. Mais le facteur déterminant du choix fut celui de la main-d'œuvre, la région d'Auschwitz étant très densément peuplée. Et si les Polonais, catholiques et juifs, devaient être expulsés, de nouveaux groupes ethniques de souche allemande devaient venir les remplacer. Par ailleurs, Ambros considéra dès l'origine le camp d'Auschwitz en construction comme une source potentielle de main-d'œuvre, à condition de parvenir à obtenir la protection de Himmler, lequel donna promptement son accord. Les membres du comité directeur de l'IG firent donc le choix d'Auschwitz en acceptant, en conscience, de mobiliser parmi les travailleurs des détenus du camp de concentration<sup>78</sup>. Mais quand l'IG Farben s'établit près d'Auschwitz, en mars 1941, il ne s'agit plus seulement de construire une quatrième usine de Buna, mais une grande usine

74 Ibid., p. 26-27.

75 Ibid., p. 32-34 et 37.

76 Ibid., p. 36.

77 Ibid., p. 37-40.

78 Ibid., p. 43-48 et 53.

chimique qui devait produire à la fois du caoutchouc et du carburant synthétique. Le principal collaborateur d'Otto Ambros à la tête de la nouvelle IG Auschwitz, von Dürrfeld, un homme jeune, capable et une forte personnalité, planifia une production annuelle de 30 000 tonnes de Buna, subventionnée par le *Reich*, de 5 000 tonnes d'essence à partir du charbon et de 20 000 tonnes de Propanol. Le 20 mars 1941, les représentants de l'IG rencontrèrent ceux de la SS: la collaboration entre les SS et l'IG s'établit sur la base d'un échange de main-d'œuvre contre du matériel de construction. La construction de l'usine de l'IG à Auschwitz devait permettre d'accélérer l'extension du camp de concentration<sup>79</sup>. L'IG s'efforça aussi d'attirer de la main-d'œuvre allemande avec de hauts salaires. Mais à l'été 1941, différents facteurs paralysèrent les progrès de la construction: l'alimentation en eau et en électricité demeurait déficiente, les renforts en personnel insuffisants. Au mois de décembre 1941, les rigueurs de l'hiver ralentirent les progrès des travaux. Pour faire face aux difficultés, la direction de la construction de l'IG Auschwitz aurait voulu accroître la mobilisation des concentrationnaires, mais elle se heurta alors à la résistance du commandant Höß, confronté à une pénurie des moyens en personnel et en matériel, ainsi qu'à la situation chaotique des transports ferroviaires<sup>80</sup>. Même si la situation s'améliora à partir du printemps 1942, l'IG fut confrontée en permanence à la fluctuation de la main-d'œuvre concentrationnaire, avec en particulier le développement d'une épidémie de typhus qui entraîna la fermeture du camp souche à partir du 20 juillet 1942. Aussi, à l'été 1942, l'avancement des travaux demeurait en retrait des prévisions. Au mois de décembre 1942, cependant, l'usine de l'IG Auschwitz put prendre part, pour la première fois, au combat de la production des entreprises allemandes<sup>81</sup>.

En fait, depuis le début de l'année 1942, la direction de l'IG réfléchissait aux moyens de rendre plus efficace la mobilisation des détenus aux travaux de construction. A l'été 1942, elle conçut l'idée d'un camp pour le logement des détenus mobilisés, à proximité immédiate des terrains de l'usine, le transport quotidien des détenus d'Auschwitz à Monowitz affaiblissant le rendement des détenus au travail<sup>82</sup>. Le soi-disant camp IV fut finalement ouvert le 28 octobre 1942, à l'emplacement de l'ancien village de Monowitz, complètement détruit, à environ six kilomètres à l'est de la ville d'Auschwitz. Il se présentait sous la forme d'un rectangle de cinq cents mètres d'est en ouest et de deux cent soixante-dix mètres du nord au sud, entouré d'une triple clôture électrifiée. Jusqu'à la fin de l'année 1942, il reçut environ quatre mille détenus, dont la moitié perdirent la vie au cours des mois suivants, en construisant l'usine de l'IG ou en travaillant dans le camp, en particulier à l'édification de l'infirmerie. La situation à l'intérieur du camp ne se modifia véritablement qu'avec l'afflux des Juifs hongrois dans le complexe d'Auschwitz, à la fin du premier semestre de l'année 1944. Le «camp Buna» puisa une nouvelle force de travail dans ce réservoir et ses effectifs culminèrent alors, vers la fin juillet 1944, à plus de onze mille détenus, seuil que l'administration préserva au cours des derniers mois de l'existence du camp<sup>83</sup>.

79 Ibid., p. 59-62.

80 Ibid., p. 69-74.

81 Ibid., p. 77-85.

82 Ibid., p. 91-93.

83 Ibid., p. 97-101.



Ouvert à l'initiative et grâce au financement d'une entreprise privée, le camp de Monowitz fut en fait conforme à l'image d'autres camps de concentration nazis. La »vérité du camp« ressortit de la confrontation, de la coopération et de la collaboration des trois groupes qui constituaient le camp: les SS, détenteurs du pouvoir de direction, les détenus fonctionnaires, pourvus de certains privilèges, et la »masse« des détenus, sans oublier l'IG elle-même en mesure d'influencer la vie du camp<sup>84</sup>. Le »camp Buna« avait été conçu à l'origine pour loger les détenus aptes au travail. Aussi, ce ne fut qu'au mois de décembre 1943 que le camp fut doté d'une *Kommandantur*, sous la direction du SS-*Hauptsturmführer* Heinrich Schwarz, ancien chef du service du travail dans le KL d'Auschwitz. L'édification de la *Kommandantur* de Monowitz marqua d'ailleurs l'éclatement administratif du KL d'Auschwitz et la réorganisation du complexe concentrationnaire: le »camp Buna« se trouva désormais placé à la tête des autres camps annexes d'Auschwitz, constituant le complexe d'Auschwitz III, à côté d'Auschwitz I, le camp souche, et du centre de mise à mort d'Auschwitz II Birkenau. La poursuite du développement du »camp Buna« aboutit à sa complète émancipation, deux mois avant l'évacuation d'Auschwitz: au mois de novembre 1944, Monowitz devint un KL complètement indépendant<sup>85</sup>. Le commandant Höß avait désigné à l'origine, au mois d'octobre 1942, des détenus de droit commun de la catégorie BV pour occuper les postes de l'administration interne du camp. Mais il n'y eut bientôt plus assez de BV disponibles, et la direction SS dut accepter de nommer des détenus politiques et asociaux dans les postes de fonction. Finalement, avec le déclin continu du nombre des détenus allemands, des Juifs furent même promus Kapos de kommandos purement juifs, pratique qui aurait été inconcevable dans le camp souche<sup>86</sup>.

Le camp de Monowitz avait été créé pour permettre la mobilisation effective et flexible des détenus sur les terrains en construction de l'IG. Le travail influençait la vie dans le camp et les conditions d'existence des détenus. En fait, les kommandos de travail présentèrent des caractères très différents. Les kommandos de l'administration interne, les kommandos qui travaillaient à l'intérieur du camp, les kommandos de spécialistes et les grands kommandos de construction offraient des conditions de travail presque acceptables, qui laissaient aux détenus une véritable chance de survivre au camp. Il en allait par contre très différemment dans les quatre kommandos »d'épuisement«, dont le pire était celui des mines de charbon, et où l'espérance de vie des détenus se trouvait réduite à quelques semaines. L'emploi des concentrationnaires contredisait en fait les fondements d'une action non seulement éthique mais aussi économique. L'IG n'avait finalement pas intérêt à la conservation de la force de travail des détenus dans les kommandos »d'épuisement«: l'afflux permanent de nouveaux détenus permettait de renouveler sans cesse une main-d'œuvre disponible à satiété. L'envoi de détenus juifs dans les kommandos d'extermination concrétisa, à Monowitz, les visées idéologiques du *Reichssicherheitshauptamt* (RSHA) et la politique de destruction des Juifs d'Europe. Les efforts de l'office central d'administration économique de la SS et de l'IG Farben pour donner plus de poids aux intérêts

84 Ibid., p. 102.

85 Ibid., p. 107-111.

86 Ibid., p. 123.

économiques n'eurent en définitive qu'un succès très limité<sup>87</sup>. Entre production et destruction, le premier grand camp de concentration édifié à l'initiative d'une entreprise industrielle privée opéra une synthèse profitable des deux côtés<sup>88</sup>.

L'édification de Monowitz, premier grand camp ayant pour objectif l'exploitation économique de ses internés au profit d'une entreprise privée, représenta cependant un tournant dans l'orientation du système concentrationnaire nazi, et influença de manière décisive les relations entre la SS et l'industrie d'armements. L'IG Auschwitz constitua de ce point de vue un véritable modèle de la troisième période de l'histoire du système concentrationnaire, à partir de 1941, qui vit coexister production d'armements et extermination de masse<sup>89</sup>. Pour la première fois, à grande échelle, une entreprise privée loua des détenus au *Reich* et la collaboration qui s'instaura entre la SS et l'IG Auschwitz constitua un précédent pour la construction d'innombrables camps annexes au profit de l'industrie d'armements. Mais la productivité des détenus employés depuis le début du mois de novembre 1942 n'avait pas satisfait les attentes de l'IG; aussi la direction de la construction de l'IG Auschwitz amorça-t-elle une réflexion sur les moyens de relever le rendement des détenus au travail: depuis le milieu de l'année 1942, la direction de l'IG Auschwitz discutait de l'instauration d'un système de primes pour les détenus, incluant l'attribution de suppléments de nourriture et la fréquentation du bordel du camp, avec dans certains cas la possibilité de recouvrer la liberté. Ces dispositions se heurtaient, au demeurant, à la résistance des représentants de la SS, jaloux de leur autorité sur les détenus<sup>90</sup>. En fait, seuls 15% environ de tous les détenus, les Kapos et autres »*Prominente*«, profitèrent du système des primes, dont les détenus ordinaires ne reçurent généralement que de faibles contingents: le système des primes ne permit pas d'améliorer le sort des »simples« détenus<sup>91</sup>. La diminution des mauvais traitements ne signifia pas la fin de la violence. Pour les SS, la vie des détenus juifs continuait à n'avoir aucune valeur. Le retour de Höß marqua de surcroît l'achèvement de la phase d'orientation vers des objectifs économiques: à partir du mois de mai 1944, l'accent fut à nouveau placé sur les grandes actions d'extermination. L'objectif propre de la SS, la destruction du principal ennemi idéologique, passa de nouveau au premier plan. Il ne s'agissait plus d'accroître la productivité des détenus, mais la capacité de destruction des chambres à gaz et des crématoires de Birkenau<sup>92</sup>. De plus, en dépit des efforts de la direction, les employés de l'IG participaient au mauvais traitement des détenus: les collaborateurs de l'IG adoptèrent la manière d'agir brutale des SS, des Kapos et des contre-mâîtres. La brutalité résultait à la fois de la charge de travail et des contraintes du temps, mais également des effets de l'endoctrinement, des années durant, par une idéologie raciste. La direction de l'usine ne considérait pas elle-même les détenus comme de la main-d'œuvre ordinaire. Aux yeux de l'IG, les détenus eurent encore moins de valeur que pour l'office d'administration économique de la SS, même si

87 Ibid., p. 141-162.

88 Ibid., p. 204-206.

89 Ibid., p. 207-208.

90 Ibid., p. 217-220.

91 Ibid., p. 221-222.

92 Ibid., p. 223-224.

l'administration de l'IG Auschwitz ne manqua pas de profiter de l'afflux des Juifs de toutes les parties de l'Europe dans le complexe d'Auschwitz<sup>93</sup>.

Plus de deux ans après le début de la construction, les premières unités de production étaient enfin achevées. Mais dans l'intervalle, les conditions politico-stratégiques s'étaient considérablement modifiées au profit des Alliés. A l'est, l'empire colonial allemand menaçait de s'effondrer<sup>94</sup>. L'espace aérien au dessus de la Haute-Silésie devint accessible, au printemps 1944, aux bombardiers alliés, qui disposaient, depuis le mois de décembre 1943, de bases aériennes en Italie du sud. L'IG Auschwitz constitua désormais un objectif pour les attaques aériennes des Alliés. Le bombardement américain au mois d'août 1944 signifia la fin de la construction de l'usine, et le début de la production du carburant de synthèse dut être repoussé au mois d'octobre 1944<sup>95</sup>. A l'automne 1944, le chantier atteignit pourtant son extension maximale, avec trente mille personnes mobilisées. La production du Buna et celle du carburant synthétique débutèrent. Mais il ne pouvait plus être question de germaniser la région autour d'Auschwitz, qui se retrouvait dans une situation exceptionnelle, exposée à l'extrémité orientale du territoire encore contrôlé par le *Reich*. Finalement, la productivité du travail s'effondra de manière inacceptable pour l'IG. En dehors du Méthanol et de quelques produits intermédiaires pour la production du Buna, le gigantesque complexe pour lequel l'IG Farben avait dépensé plus d'un demi-milliard de RM n'avait rien produit. Des quelque trente cinq mille détenus passés par Monowitz, environ dix mille furent évacués le 19 janvier 1945 en direction de l'*Altreich*, tous les autres étant décédés. En comptabilisant les détenus morts dans les mines de charbon intégrées à l'IG Auschwitz, on aboutit ainsi à un total de trente mille détenus décédés au travail au profit de l'IG Farben<sup>96</sup>.

Il faut savoir gré à Bernd C. Wagner d'avoir développé une réflexion originale sur la rentabilité économique du travail des détenus et sur les raisons de la mobilisation des détenus par une entreprise privée. La productivité moyenne d'un détenu, selon Wagner, était égale à 75% de celle d'un travailleur libre allemand. Comparant les rémunérations que l'entreprise devait verser à l'administration du camp pour la location des détenus et les salaires qu'elle devait verser aux travailleurs libres, Wagner montre que les détenus coûtaient moins chers que les travailleurs libres: le rapport salaires journaliers payés pour les travailleurs libres/rémunérations journalières versées au *Reich* pour les détenus s'établit, pour les spécialistes, initialement à 1,66 et à partir de 1944 à 1,07<sup>97</sup> et, pour les manœuvres, respectivement à 1,77 et à 1,34. Lorsqu'elles louaient des détenus, les entreprises ne devaient certes pas s'acquitter de charges sociales. Mais, en retour, l'IG Farben prit en charge l'entretien du camp de Monowitz. Pour Wagner, le moindre coût des détenus par rapport aux salariés n'était donc pas suffisant pour que le travail des détenus dégage des profits conséquents, et en aucun cas l'IG Farben n'aurait retiré un grand bénéfice du travail des

93 Ibid., p. 235–237.

94 Ibid., p. 238.

95 Ibid., p. 260–261 et 275.

96 Ibid., p. 263–264 et 280–282.

97 En 1944, le *Reich* réévalua le coût de la location journalière d'un détenu de 4 à 6 RM pour un spécialiste, et de 3 à 4 RM pour un manoeuvre.

détenus<sup>98</sup>. Le caractère bon marché de la main-d'œuvre concentrationnaire fut cependant la considération déterminante qui incita l'IG Farben à mobiliser des détenus, mais d'autres facteurs entrèrent aussi en ligne de compte: la main-d'œuvre se raréfia sur le marché du travail en 1942/43 au moment même où une quantité accrue de détenus se trouvait disponible. En définitive, les collaborateurs de l'IG Auschwitz furent marqués par l'idéologie nazie de la guerre totale. Et même dans le courant du deuxième semestre de l'année 1944, alors que la perspective de la défaite devenait menaçante, la combinaison production/extermination s'intensifia. L'emploi des détenus était devenu la norme pour les *Managers*. Mais la mobilisation des concentrationnaires, blâmable d'un point de vue éthique, n'en demeura pas moins un non-sens économique<sup>99</sup>.

Les plans de l'IG au début de l'année 1941 visant à l'édification d'une quatrième usine de Buna constituèrent donc un tournant dans le développement du KL d'Auschwitz. Himmler entendait alors exploiter le potentiel de travail des détenus du plus grand KL du *Reich*, en coopération avec une entreprise privée: en dépit de difficultés persistantes, les SS et l'IG manifestèrent alors leur commune volonté de coopérer. L'évolution du conflit rendit ensuite nécessaire l'emploi de concentrationnaires dans la production d'armements. Dans le courant de l'année 1942, la direction de la SS hésita entre l'économisation du travail concentrationnaire et la poursuite du massacre de masse systématique. Mais dès le printemps 1943, l'objectif de l'assassinat des Juifs dans les camps redevint clairement prioritaire<sup>100</sup>. A Monowitz, la SS parvint à créer l'illusion que ses objectifs raciaux étaient liés aux intérêts économiques de l'industrie privée: Monowitz constitua un essai de lier la destruction de la population juive d'Europe à la production de biens d'armement<sup>101</sup>. Dès lors, la coresponsabilité des *Managers* de l'IG dans les événements qui se déroulèrent sur le terrain de l'usine et dans le camp de Monowitz ne peut être niée. D'où la question fondamentale que pose Wagner à la fin de son étude monographique: les *Managers* de l'IG furent-ils des hommes ordinaires ou des exécuteurs dociles? Comment des ingénieurs éduqués, d'une intelligence supérieure à la moyenne se retrouvèrent-ils impliqués dans les assassinats brutaux des SS<sup>102</sup>? Pour Wagner, on ne peut pas parler de responsabilité collective, les actes de cruauté étant à mettre au compte de petits groupes de hauts responsables SS. Par ailleurs, la participation de la direction de l'entreprise aux crimes commis à Auschwitz ne peut être appréhendée comme la »normalité d'un développement capitaliste«<sup>103</sup>. Les intérêts de l'IG et les plans autarciques de Hitler semblaient s'exclure, mais la direction de l'entreprise essaya de s'arranger avec ces plans. Ce choix fut finalement fatal à l'IG Farben, qui ne fut bientôt plus en mesure de résister aux exigences de l'État. La coopération avec la SS résulta d'une décision de la direction de l'entreprise. A aucun moment la SS n'exerça une quelconque contrainte sur l'entreprise, et, dès le début, l'initiative de l'emploi de

98 WAGNER, IG Auschwitz (voir n. \*) p. 264-270.

99 Ibid., p. 270-275.

100 Ibid., p. 285-286.

101 Ibid., p. 288.

102 Ibid., p. 324.

103 Ibid., p. 325-327.

concentrationnaires vint de l'IG<sup>104</sup>. Pour autant, les *Managers* de l'IG ne furent pas des exécuteurs dociles: l'élimination des détenus juifs ne figurait pas dans leurs objectifs premiers. Mais les ambitions de carrière, et l'influence de la propagande de guerre les conduisirent sur la voie d'une distanciation renforcée à l'égard de toute forme de souffrance humaine<sup>105</sup>.

#### IV

Le quatrième et dernier volume de la série »Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit. Neue Studien zur nationalsozialistischen Lagerpolitik« regroupe dix contributions de jeunes scientifiques, présentées à l'occasion d'une série de colloques organisés au printemps 1996 à l'IfZ de Munich. Ces contributions, qui traitent de l'expansion spatiale du système concentrationnaire nazi, à Auschwitz comme en dehors d'Auschwitz, et de la radicalisation de la terreur organisée, sont regroupées en trois sections: exploitation, extermination et espace public.

La section exploitation, centrée autour de la problématique du travail forcé des détenus, s'ouvre par une contribution de Jens-Christian WAGNER qui, à partir de l'exemple de *Dora-Mittelbau*, revient sur les relations entre travail et extermination<sup>106</sup>. Le propos de Wagner s'inscrit en fait dans le cadre d'une controverse entre historiens allemands sur le primat des facteurs politico-idéologiques et économiques dans l'organisation du travail concentrationnaire, qui met aux prises les tenants de la thèse de la *Vernichtung durch Arbeit* (l'extermination *par* le travail) à ceux de la thèse de la *Vernichtung und Arbeit* (l'extermination *et* le travail). La première thèse a été développée, entre autres, par l'étude monographique de Hermann Kaienburg consacrée au KL de Neuengamme<sup>107</sup>. Pour Kaienburg, le travail constitua fondamentalement et en permanence un moyen de camoufler les assassinats planifiés de groupes détenus, même s'il permettait aussi de tirer un dernier profit économique des victimes<sup>108</sup>. La mobilisation accrue des concentrationnaires au profit de l'effort de guerre du *Reich* n'aurait modifié que dans une mesure très limitée les conditions d'existence des détenus dans le camp de Neuengamme. L'objectif de briser moralement les détenus par la violence et l'affaiblissement corporel serait demeuré prioritaire<sup>109</sup>. La hausse de la mortalité, déjà sensible dans les années 1940/41, puis pendant l'hiver 1942/43 et à partir de l'automne 1944 aurait en fait résulté d'une décision politique consciente. Si à la fin de l'année 1942 les objectifs économiques des SS avaient pu paraître menacés par la forte mortalité des détenus, en 1944, par suite des internements massifs, l'abondance de la main-d'œuvre à nouveau disponible aurait permis un retour au cours ancien. En définitive, le concept »d'extermination par le

104 Ibid., p. 306.

105 Ibid., p. 327-328.

106 Jens-Christian WAGNER, *Noch einmal: Arbeit und Vernichtung. Häftlingseinsatz im KL Mittelbau-Dora 1943-1945*, in: *Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit* (voir n. \*) p. 11-41.

107 Hermann KAIENBURG, »*Vernichtung durch Arbeit*«. *Der Fall Neuengamme. Die Wirtschaftsbestrebungen der SS und ihre Auswirkungen auf die Existenzbedingungen der KZ-Gefangenen*, Bonn 1991.

108 Ibid., p. 14.

109 Ibid., p. 465.

travail», présent depuis 1938, serait demeuré valable jusqu'en 1945. Et pour la majorité des détenus, il n'y aurait pas eu, à partir de 1942, de tendance à la préservation de la capacité de travail et à l'amélioration des conditions de détention<sup>110</sup>. A la suite des travaux de Kaienburg sur Neuengamme, Ulrich Herbert a critiqué le concept »d'extermination par le travail«, voyant au contraire dans la juxtaposition du travail et de l'extermination une forme de rationalisation capitaliste de la politique d'extermination de masse<sup>111</sup>. Dans la continuité de la critique de Herbert, la contribution de Wagner constitue elle aussi une défense de la thèse dite de la *Vernichtung und Arbeit*, en revenant sur deux aspects importants, jusqu'alors insuffisamment pris en considération: d'une part l'interdépendance de l'économie et de la politique, d'autre part le fait que l'abandon du principe de l'extermination aurait eu aussi des raisons économiques<sup>112</sup>. Au printemps 1944, à *Dora-Mittelbau*, les conditions d'existence des détenus étaient avant tout déterminées par le caractère du travail auquel ils étaient contraints: les kommandos affectés au creusement des galeries offraient les chances de survie les plus faibles, et les détenus tentaient d'y échapper par tous les moyens<sup>113</sup>. Les mécanismes de la sélection des détenus dans les kommandos les plus durs jouèrent donc un rôle essentiel dans la relation entre travail et extermination. Ces mécanismes, à Buchenwald comme à Dora, dépendaient en fait de trois facteurs: les détenus dirigés vers les kommandos de construction apparaissaient trop affaiblis ou trop peu qualifiés d'un point de vue professionnel pour être utilisés pour la production; les transports vers Dora et vers les camps de construction du complexe de *Mittelbau* étaient aussi tributaires des fournées d'internement en provenance de France et de Pologne; enfin, les détenus communistes allemands qui dirigeaient l'*Arbeitsstatistik* de Buchenwald affectaient de préférence des détenus non communistes et »étrangers« dans les camps extérieurs redoutés<sup>114</sup>. De manière très remarquable, au mois de décembre 1944, à l'intérieur du camp d'Ellrich, les détenus français et belges présentèrent un taux de mortalité considérablement plus élevé que celui de leurs codétenus polonais et russes, fait qui contredisait les principes de l'idéologie raciale nazie et qui soulignait, au contraire, la part décisive de l'âge et des compétences professionnelles dans l'explication de la mortalité<sup>115</sup>. A quelques détenus juifs, »l'économisation« du système concentrationnaire offrit une chance de sursis dans le processus d'extermination, même si le traitement des Juifs dans les camps du complexe de *Dora-Mittelbau* ne témoigna pas vraiment d'un relâchement de la pression exterminatrice<sup>116</sup>. En définitive, pour Wagner, la thèse intentionnelle et monocausale du programme d'extermination par le travail, défendue par Kaienburg, méconnaît la dynamique d'un processus imprégné par les interactions entre les contraintes politiques, économiques, militaires et le projet idéologique<sup>117</sup>.

110 Ibid., p. 466-468.

111 Ibid., p. 469.

112 WAGNER (voir n. 106) p. 11.

113 Ibid., p. 17-18.

114 Ibid., p. 24-25.

115 Ibid., p. 29-30.

116 Ibid., p. 32-38.

117 Ibid., p. 40.

Que la persécution et le génocide des Juifs d'Europe se soient accompagnés de l'exploitation économique des victimes est une réalité qu'illustre également Jan Erik SCHULTE, avec une contribution en forme de monographie de l'*Ostindustrie*<sup>118</sup>. Cette société fut fondée au mois de mars 1943, à l'initiative du chef de l'office central d'administration économique de la SS, le *SS-Obergruppenführer* Oswald Pohl. La création de la société résultait de la volonté des dirigeants du *Reich*, à l'automne 1942, de mobiliser toutes les ressources de main-d'œuvre, volonté que Himmler traduisit immédiatement en actes en ordonnant, au début du mois d'octobre 1942, de transférer tous les détenus juifs des KL situés dans l'*Altreich* vers Auschwitz et Lublin<sup>119</sup>. Le district de Lublin devait constituer la destination ultime des travailleurs forcés juifs. Ce fut alors que les SS conçurent le projet d'une entreprise qui exploiterait à la fois la main-d'œuvre juive du Gouvernement Général et les fortunes mobilières juives. Mais Pohl ne souhaitait pas alors rassembler les travailleurs forcés juifs dans les camps de concentration, désirant au contraire les regrouper dans des camps de travail pour ne pas donner le contrôle des détenus aux chefs de police SS, et avant tout à Odilo Globocnik<sup>120</sup>. Sans abandonner la perspective du génocide, Himmler était toujours désireux, au milieu de l'année 1943, de mobiliser les Juifs aptes au travail sous le contrôle des SS pour produire des armements. Après le départ de Globocnik de Lublin, les camps de travail du district passèrent sous le contrôle de l'office central d'administration économique de la SS, devenant des camps annexes du KL de Lublin<sup>121</sup>. Mais l'Osti ne devait connaître qu'une éphémère existence de huit mois. Un bain de sang, l'*Aktion Erntefest* (la fête de la moisson), se déroula les 3 et 4 novembre 1943 dans les camps du district de Lublin, provoquant la mort de quarante-deux mille détenus et travailleurs forcés juifs, suivi deux semaines plus tard d'un nouveau massacre de travailleurs forcés du camp de Lemberg. Ces massacres de masse furent la conséquence des révoltes qui se déroulèrent dans les ghettos et dans les camps d'extermination, du printemps à l'automne 1943, à Varsovie, à Bialystok, à Sobibor puis à Treblinka. Ces révoltes amenèrent finalement Himmler à se détourner des considérations économiques. Après la destruction de la main-d'œuvre de l'Osti, Pohl dut ordonner, le 23 novembre 1943, la liquidation de la société<sup>122</sup>.

Les deux dernières contributions de la première section offrent une évidente similitude méthodologique dans leur commune réflexion critique sur les sources de l'histoire concentrationnaire. Pour rédiger son étude sur le camp du Laagberg, camp annexe du KL de Neuengamme, situé près de la ville de Wolfsburg, Christian JANSEN<sup>123</sup> a consulté les dépositions d'anciens détenus, lors du procès intenté en 1946 à l'ancien commandant du Laagberg. Jansen est particulièrement sensible à ce qu'il appelle »l'asymétrie de ce *corpus*«. Ces témoignages ne proviennent en effet, par la

118 Jan Erik SCHULTE, *Zwangsarbeit für die SS: Juden in der Ostindustrie GmbH*, in: *Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit* (voir n. \*) p. 43-74.

119 Ibid., p. 47.

120 Ibid., p. 51-52. Ce n'est qu'au mois de septembre 1943 que Pohl se trouva effectivement débarrassé de Globocnik, lorsque ce dernier rejoignit sa nouvelle affectation à Trieste.

121 Ibid., p. 68-69.

122 Ibid., p. 69-71.

123 Christian JANSEN, *Zwangsarbeit für das Volkswagenwerk: Häftlingsalltag auf dem Laagberg bei Wolfsburg*, in: *Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit* (voir n. \*) p. 75-107.

force des choses, que des survivants, et presque exclusivement de détenus français et espagnols issus de la Résistance. En l'état, ce *corpus* pose donc trois problèmes compliqués: les préjugés des témoins (les Français et les Espagnols soulignaient volontiers la grossièreté des Russes, l'opportunisme des Polonais et la cruauté des Allemands, mais demeuraient beaucoup plus discrets sur les faiblesses et l'opportunisme de leurs compatriotes), les insuffisances de l'histoire orale (avec la fragilité des souvenirs et le poids des stéréotypes) et le traumatisme de la détention dans les camps<sup>124</sup>. Dans sa conclusion, Jansen souligne qu'à l'intérieur du camp les détenus issus de la Résistance surent préserver leur identité politique ou religieuse, et maintenir entre eux des liens de solidarité. Il ne lui semble donc pas pertinent, comme le propose le sociologue Wolfgang Sofsky, de faire référence à ce propos à l'état de nature de Hobbes. Les détenus du Laagberg se considéraient comme des combattants bien informés de la situation militaire. Le concept de «pouvoir absolu», défini par Sofsky, lui semble renchérir excessivement sur la terreur: les relations dans le camp du Laagberg ne lui semblent pas avoir été aussi extrêmes<sup>125</sup>. Le travail, dans un camp annexe ordinaire de l'*Altreich*, n'avait pas pour objectif d'exterminer les détenus, comme à Auschwitz-Monowitz, dans les ghettos et dans les camps de travail pour les Juifs: les deux tiers des internés du Laagberg survécurent au contraire aux rigueurs du travail forcé<sup>126</sup>.

Un même souci de la critique des sources anime Karin ORTH dans son étude sur la société concentrationnaire de Gusen, principal camp annexe du KL de Mauthausen, en Autriche rattachée<sup>127</sup>. La technique de la domination, dans les camps, reposait sur les fonctionnaires détenus, qui constituaient une deuxième hiérarchie dépendante des commandants SS des camps de détention, instance intermédiaire, ou «zone grise» selon la formule de Primo Levi, entre les SS et la masse des détenus. Le conflit entre les détenus politiques et les droit commun, entre les rouges et les verts, pour le contrôle des postes clés de la hiérarchie internée fut une constante de l'histoire des camps. Après 1945, les témoignages sur les camps et sur les conflits entre les détenus provinrent des détenus politiques: la majorité des droit commun et des asociaux n'osèrent pas témoigner et constituèrent des victimes oubliées. Or jusqu'à présent, selon Orth, on aurait eu tendance à accepter trop facilement, et de manière trop peu critique, les récits des détenus politiques, en particulier les mythes développés par les communistes allemands de Buchenwald: la solidarité aurait caractérisé les relations des détenus politiques face à la domination brutale des kapos verts, auxiliaires des SS; «l'autoadministration» des camps, dès lors qu'elle était aux mains des politiques, serait devenue le levier d'une conspiration politique et militaire. Or cette vision a été ébranlée par la publication de témoignages de survivants juifs, et par les travaux de Lutz Niethammer sur les kapos rouges de Buchenwald, ou de Sofsky. «L'autoadministration» aurait en fait reposé sur un système de patronage et de clientèle, et les fonctionnaires détenus politiques auraient conduit une action non pas pour le bien

124 Ibid., p. 75-77.

125 Ibid., p. 104-106.

126 Ibid., p. 106.

127 Karin ORTH, *Gab es eine Lagergesellschaft? »Kriminelle« und politische Häftlinge im Konzentrationslager*, in: *Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit* (voir n. \*) p. 109-132.



de tous les détenus, mais de leurs propres camarades<sup>128</sup>. C'est à la lumière de ce regard critique jeté sur les témoignages des détenus politiques que Orth a donc entrepris d'analyser l'histoire des relations entre les rouges et les verts à l'intérieur du camp de Gusen. Chef du camp du début de l'été 1940 à l'hiver 1942, Karl Chmielewski instaura un régime de terreur qui provoqua la mort d'une dizaine de milliers de détenus. Dans le même temps, il favorisa la promotion de «criminels allemands» dans les postes de fonctionnaires détenus, choisissant un BV allemand, Hermann Siebert, pour exercer les fonctions de doyen<sup>129</sup>. Orth pose alors la question de savoir si le choix d'un BV était destiné à démoraliser les détenus politiques. Sa réponse est dénuée d'ambiguïté: l'exemple du KL de Gusen ne permet pas de soutenir une telle thèse. Chmielewski choisit d'utiliser Siebert comme doyen en se fondant sur des motifs strictement raciaux, doublés de considérations pragmatiques: Chmielewski connaissait personnellement Siebert. La domination brutale des kapos «criminels» apparaît finalement comme un *topos* des souvenirs des survivants, un discours de survie des détenus politiques allemands. Dans les faits, les conflits entre les BV et les politiques pour la conquête des postes influents furent avant tout des combats pour la survie<sup>130</sup>.

La seconde section de cet ouvrage, sous le titre extermination, est centrée sur la question de la coopération entre les SS, la *Wehrmacht*, la police et les autorités régionales dans l'organisation du génocide, dans une perspective que l'on pourrait qualifier de structuraliste. Dieter POHL traite du cas de l'Ukraine, sur le territoire de laquelle se trouvait concentrée à la veille de l'agression allemande la plus importante minorité juive de l'URSS<sup>131</sup>. Dès le début de la campagne, un partage des tâches se dessina entre la *Wehrmacht* et la police dans la mise en œuvre des premiers massacres de masse, sous les auspices du *Kommissarbefehl*. En fait, dès les premiers jours de la campagne, le cercle des victimes s'élargit rapidement, en raison de la découverte des massacres commis par le NKVD dans les prisons d'Ukraine occidentale, que les populations locales attribuèrent aux minorités juives. De nombreux soldats allemands furent impliqués dans le pogrom de Lemberg, le 30 juin 1941. A la fin de la première quinzaine d'août 1941, les chefs de kommandos dans le groupe mobile de tueries C furent informés de ce que les femmes juives et leurs enfants devaient être également fusillés<sup>132</sup>. Le massacre de Kameneč Podol'sk, près de l'ancienne frontière soviéto-polonaise, le 27 août 1941, marqua un tournant quantitatif dans le développement du génocide<sup>133</sup>. Si la *Wehrmacht* fut disposée à participer au génocide, selon Pohl, ce fut au nom de la politique de sécurité qu'elle préconisait depuis le début de la campagne: l'armée s'associa aux massacres lorsque ceux-ci furent conformes à ses objectifs militaires. Le commandant de la sixième armée, von Reichnau, laissa assas-

128 Ibid., p. 114–116.

129 Ibid., p. 119–121.

130 Ibid., p. 131.

131 Dieter POHL, *Schauplatz Ukraine: der Massenmord an den Juden in Militärverwaltungsgebiet und im Reichskommissariat 1941–1943*, in: *Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit* (voir n. \*) p. 135–173.

132 Ibid., p. 137–140.

133 Ibid., p. 140–143.

siner des Juifs parce qu'ils auraient été les »vecteurs du bolchevisme«<sup>134</sup>. Quant à l'administration civile, mise en place à partir du début du mois de septembre 1941 sous la direction du *Gauleiter* de Prusse orientale, Erich Koch, qui se rendit d'ailleurs rarement en Ukraine, elle veilla à la constitution des ghettos pendant l'hiver 1941/42, et, chargée du ravitaillement, elle n'attribua aux Juifs qu'une demi-ration<sup>135</sup>. A l'été 1942, les massacres s'accéléchèrent à nouveau, le dernier grand groupe de victimes étant constitué par les Juifs expulsés de Roumanie et de Hongrie<sup>136</sup>. Au total, si le nombre des victimes reste difficile à établir, quelque 1,4 million de Juifs dans l'Ukraine sous domination allemande périrent, Hitler lui-même évaluant à un demi-million le nombre de Juifs assassinés sous la responsabilité de l'armée. Si la politique génocidaire ne constitua pas l'objectif central du haut commandement de l'armée, celui-ci n'en protégea pas moins son développement, et l'on peut parler d'un véritable partage des tâches entre la *Wehrmacht* et l'appareil de la police et de la SS<sup>137</sup>.

A la suite de la contribution de Pohl, Christian GERLACH évoque le rôle du quartier maître général de l'armée de terre dans les territoires soviétiques occupés<sup>138</sup>. Le général Eduard Wagner, artilleur de formation, devint en 1939 quartier maître général. Compromis dans la tentative de coup d'État du 20 juillet, il se suicida le 23 juillet 1944. Sa participation au complot et son action à la tête du département administration de la guerre valurent ensuite à cet officier capable, dans les années 1950 et 1960, d'être loué comme le défenseur d'une »politique à l'est plus raisonnable«<sup>139</sup>. En fait, comme le montre Gerlach, le quartier maître général et ses services furent impliqués dans la politique antijuive: les services de l'administration militaire prirent part au génocide des Juifs soviétiques, en apportant une aide logistique et organisationnelle à la SS et à la police et en gérant l'approvisionnement des troupes allemandes: la situation alimentaire joua un rôle important dans l'accélération des massacres de Juifs, en particulier en Lituanie et en Russie Blanche à l'automne 1941, et le quartier maître Wagner joua également un rôle essentiel dans l'exécution des plans pour affamer les habitants de Leningrad<sup>140</sup>. A Stalingrad, Wagner modifia et aggrava l'ordre de Hitler de la fin du mois d'août 1942 visant à faire fusiller tous les hommes et à faire déporter les femmes et les enfants<sup>141</sup>. Les efforts du quartier maître général visèrent donc à gagner la guerre à l'est par tous les moyens, y compris par le recours à l'oppression et à l'exploitation, et Wagner se trouva en fait dans l'incapacité de réformer le système d'occupation allemande en Union soviétique<sup>142</sup>.

134 Ibid., p. 144-145.

135 Ibid., p. 152-155.

136 Ibid., p. 160-162.

137 Ibid., p. 169-172.

138 Christian GERLACH, Militärische »Versorgungszwänge«, Besatzungspolitik und Massenverbrechen: Die Rolle des Generalquartiermeisters des Heeres und seiner Dienststellen im Krieg gegen die Sowjetunion, in Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit (voir n. \*) p. 175-208.

139 Ibid., p. 176-177.

140 Ibid., p. 194-196.

141 Ibid., p. 199.

142 Ibid., p. 207.

Gabriele LOFTI traite enfin du cas d'une série de camps fondés sans l'autorisation officielle de Himmler, qui ne s'intégrèrent donc pas au système concentrationnaire *stricto sensu* puisqu'ils ne dépendaient pas de l'Inspection des camps de concentration<sup>143</sup>, comme Hinzert près de Trêves, Stutthof près de Danzig, Schirmeck-Vorbruck en Alsace, Breendonk en Belgique, Schoorl en Hollande, ou encore Hohenbruch et Soldau en Prusse orientale. Par delà la diversité des raisons de l'édification de ces camps, Gabriele Lofti met en évidence leurs objectifs communs: l'extrême dureté du travail corporel, le *Lagerdrill* et la formation idéologique<sup>144</sup>. Les camps spéciaux SS ne reflétèrent pas seulement l'extension du pouvoir de la police, mais aussi la différenciation de la terreur nazie au cours de la Seconde Guerre mondiale<sup>145</sup>.

La troisième section de ce recueil, espace public, aborde l'aspect le plus novateur de la recherche, l'étude de l'environnement social des camps, la manière dont les lieux de terreur vinrent s'intégrer aux structures administratives, économiques et sociales préexistantes. Bernd C. WAGNER aborde cette question dans une contribution qui traite des relations de l'IG Auschwitz avec le camp d'extermination de Birkenau<sup>146</sup>. Initialement conçu pour loger des prisonniers de guerre soviétiques, le camp de Birkenau devint au printemps 1942 le centre d'extermination le plus important de la »Solution Finale«. Dans quelle mesure le personnel civil de l'IG Farben, employé depuis le printemps 1941 par l'usine de Buna, fut-il informé de la réalité des massacres commis à quelques kilomètres de distance? Les premiers essais avec le Zyklon B se déroulèrent à la fin de l'été 1941 dans le camp souche d'Auschwitz et les informations sur ces premiers assassinats par gaz circulèrent à la mi-novembre 1941, dans l'organe d'un mouvement polonais clandestin. Au milieu de l'année 1942, un nombre croissant de collaborateurs de l'IG commencèrent à ne plus avoir confiance dans les explications officielles fournies par l'entreprise, selon lesquelles la mortalité était liée aux épidémies<sup>147</sup>. A partir de l'hiver 1942/ 1943, le personnel de la nouvelle usine chimique eut connaissance de faits précis, et non plus seulement de rumeurs. Les flammes au dessus des crématoires de Birkenau étaient visibles jusqu'à Kattowitz, à trente kilomètres de distance, et plus encore une odeur de chairs brûlées en provenance du camp produisait son effet. Les SS eux-mêmes ne croyaient plus à la possibilité de conserver le secret sur les massacres de masse. En 1943, les cercles des plus hauts employés et des *Managers* allemands avaient connaissance des méthodes d'assassinat et des informations sur la pratique des assassinats par gaz s'étaient répandues parmi le personnel de l'IG<sup>148</sup>. A l'intérieur comme à l'extérieur du complexe d'Auschwitz, la pratique des assassinats de détenus juifs et de déportés était devenue un secret de Polichinelle. Mais dans le même temps des mécanismes de refoulement se mirent en place dans le personnel de l'IG Farben pour échapper aux événements effrayants qui se déroulaient dans leur environnement. Les déclarations

143 Gabriele LOFTI, SS-Sonderlager im nationalsozialistischen Terrorsystem: die Entstehung von Hinzert, Stutthof und Soldau, in: Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit (voir n. \*) p. 209-229.

144 Ibid., p. 212.

145 Ibid., p. 229.

146 Bernd C. WAGNER, Gerüchte, Wissen, Verdrängung: Die IG Auschwitz und das Vernichtungslager Birkenau, in: Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit (voir n. \*) p. 231-248.

147 Ibid. p. 234-235.

148 Ibid., p. 236-237.

des hauts responsables de l'entreprise devant le tribunal militaire américain lèvent un voile sur ces mécanismes de défense. L'IG n'aurait ainsi rien eu à faire avec le camp de Monowitz. Mais les *Managers* cherchèrent surtout à échapper à la confrontation avec les conséquences de la mobilisation des détenus dont ils étaient responsables. Parfois ils s'efforcèrent de conserver l'apparence de l'intégrité, dans d'autres cas ils firent preuve de cynisme: les détenus se seraient d'autant mieux portés qu'ils auraient travaillé plus longtemps auprès de l'IG. Et finalement la direction de l'exploitation n'aurait pas considéré les détenus mobilisés comme des »membres de l'usine«<sup>149</sup>. Deux décennies après la fin de la guerre, von Dürrfeld put ainsi affirmer qu'il ne se sentait pas responsable de la mort des vingt-cinq mille détenus de Monowitz<sup>150</sup>.

Bernward DÖRNER s'est intéressé pour sa part au rôle de la justice dans le processus du génocide<sup>151</sup>, rôle qui avait été encore peu étudié. Les particuliers qui tentèrent d'aider des Juifs à échapper aux camps d'extermination prirent de grands risques: le service central de la sécurité du *Reich* utilisa la menace de l'internement en camp de concentration<sup>152</sup>. Dans le Gouvernement Général, les procès devant des tribunaux spéciaux contre des personnes qui aidèrent des Juifs s'accrurent à l'été 1943, de nombreux procès s'achevant avec des condamnations à mort. Dans le Protectorat également, des condamnations à mort furent prononcées par des juristes allemands contre des Juifs et des personnes qui les avaient aidés. Les Juifs avaient le statut d'ennemis du *Reich* et leurs sauveurs celui de saboteurs<sup>153</sup>. La justice allemande, en condamnant des personnes qui tentaient d'aider des Juifs, sécurisa ainsi les déportations et accorda une protection active au génocide. Le ministère de la Justice du *Reich* approuva les condamnations à la peine capitale. Tout fut ainsi mis en œuvre pour édifier un mur de silence et de peur autour de la minorité menacée<sup>154</sup>.

La compromission de la justice est aussi le thème de la contribution de Sybille STEINBACHER consacrée à la carrière du chef de la Gestapo de Kattowitz, Johannes Hermann Thümmel<sup>155</sup>. Celle-ci est de plusieurs points de vue remarquable. Jeune juriste diplômé de l'université, il entra en 1934 dans l'administration de l'État de Saxe avant d'être accepté dans la SS en 1937. Le personnage est en fait emblématique du parcours des fonctionnaires de la Sipo et du SD: origine bourgeoise, formation dans le milieu étudiant *völkisch* de la République de Weimar, avant l'accès aux responsabilités de l'organisation des massacres de masse pendant la Seconde Guerre mondiale<sup>156</sup>. La vision du monde de ce groupe social était déterminée par un nationalisme *völkisch* radical, qui les incitait à vouloir libérer »le corps du peuple« des soi-disant »parasites« et à réaliser la »purification raciale« par la lutte et l'extermina-

149 Ibid., p. 241–245.

150 Ibid., p. 247.

151 Bernard DÖRNER, *Justiz und Judenmord: Todesurteile gegen Judenhelfer in Polen und der Tschechoslowakei 1942–1944*, in: *Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit* (voir n. \*) p. 249–263.

152 Ibid., p. 249.

153 Ibid., p. 251–258.

154 Ibid., p. 260–262.

155 Sybille STEINBACHER, »... nichts weiter als Mord«. Der Gestapo-Chef von Auschwitz und die bundesdeutsche Nachkriegsjustiz, in: *Ausbeutung, Vernichtung, Öffentlichkeit* (voir n. \*) p. 265–298.

156 Ibid., p. 266–268.

tion<sup>157</sup>. Thümmeler devint ainsi un acteur fanatique de la politique raciale nazie. A l'automne 1943, il prit la direction du service de la Gestapo de Kattowitz, juridiction à l'intérieur de laquelle était situé le camp de concentration d'Auschwitz<sup>158</sup>. Il reçut par la même occasion la présidence de la cour de police à l'intérieur du camp d'Auschwitz, dans le cadre des tribunaux spéciaux constitués de membres de la police et de la SS institués par l'occupant dès l'automne 1939<sup>159</sup>. Peu après que Thümmeler eut pris la présidence de la cour martiale, le camp de Birkenau devint le lieu des exécutions pénales. Les condamnés furent conduits en camion à l'intérieur du camp et exécutés par balles dans la nuque dans le *Krematorium IV*. Il n'a pas été clairement établi de combien de condamnations Thümmeler et son prédécesseur Mildner ont eu la responsabilité et quel fut le rôle du chef de la Gestapo. Mais la responsabilité de celui-ci fut complète dans l'organisation des transports dans le camp<sup>160</sup>. Après la guerre, Thümmeler fut un temps interné en janvier 1946, mais il parvint à »marginaliser« les années à l'est. Libéré en août 1948, il entama une procédure de recours en grâce auprès des autorités alliées pour obtenir la levée de l'interdiction professionnelle. Celle-ci lui fut accordée en avril 1950 et, classé comme suiveur dans la procédure de dénazification, Thümmeler fut pratiquement exempté de sanctions<sup>161</sup>. Réintégré dans la société allemande, il retrouva la position sociale bourgeoise qu'il occupait à la veille du Troisième Reich. Mais au milieu des années 1960, rattrapé par son passé, Thümmeler fut appelé à témoigner lors du procès de Francfort, qu'il quitta en homme libre tout en ayant produit une fort mauvaise impression. En 1967/68, il fit l'objet d'une enquête et d'une accusation de la part du procureur de la République de Stuttgart auprès du tribunal d'Ellwangen. Il fut établi, en mai 1969, que Thümmeler, comme juge à Auschwitz, avait prononcé deux mille cent quarante condamnations à mort et participé à l'exécution par balles de détenus dans le bâtiment de la Gestapo<sup>162</sup>. Mais la plainte déposée contre Thümmeler n'aboutit pas, le fait que le nom de ce dernier n'apparaisse pas dans la documentation sur le KL d'Auschwitz jouant en sa faveur. Sa stratégie de défense reposait en fait sur la contradiction entre son image personnelle de juriste intègre et bien installé dans la société et les actes excessifs qui lui étaient reprochés. Il sut également utiliser à son profit le conflit est-ouest, en se présentant comme la victime d'une campagne communiste haineuse. Finalement, aux yeux de la justice fédérale, le fait que la cour martiale du camp de concentration d'Auschwitz ait été une institution criminelle ne joua aucun rôle<sup>163</sup>. Pour Steinbacher, le cas Thümmeler illustre donc l'insuffisance des peines prononcées par la justice fédérale allemande dans les années 1960, et justifie la reprise de la procédure contre un accusé nonagénaire au mois de décembre 1998<sup>164</sup>.

157 Ibid., p. 269.

158 Ibid., p. 270.

159 Ibid., p. 272-275.

160 Ibid., p. 278-280.

161 Ibid., p. 282-284.

162 Ibid., p. 285-289.

163 Ibid., p. 289-294.

164 Ibid., p. 297-298.